



Bibliographie annotée

Publications et travaux de la Commission de coopération environnementale :

Biens et services environnementaux

Secteur de programme relatif à l'environnement, à l'économie et au commerce,
juillet 2005

Commerce des produits et services à privilégier d'un point de vue écologique

http://www.cec.org/programs_projects/trade_environ_econ/project/index.cfm?varlan=français&projectID=11

Le présent compendium sur les biens et services environnementaux est un complément au programme relatif à l'environnement, à l'économie et au commerce. Il vise à favoriser une meilleure compréhension des liens qui existent entre l'environnement et le commerce. L'une des questions qu'on se pose dans ce domaine est la suivante : la libéralisation des règles commerciales dans le cadre de l'ALÉNA favorise-t-elle un accroissement de l'utilisation des produits et services à privilégier d'un point de vue écologique? Les travaux de la CCE ont révélé que la libéralisation des règles commerciales en vertu de l'ALÉNA n'a pas provoqué à elle seule un tel accroissement. Dans le cadre de son projet intitulé *Commerce des produits et services à privilégier d'un point de vue écologique* (ou *L'écologisation du commerce en Amérique du Nord*), la CCE cherche à comprendre ce qui nuit à cette évolution. Grâce à ses travaux, elle facilite l'élimination des obstacles à l'utilisation des produits et services environnementaux : manque de sensibilisation des consommateurs à propos des effets sur l'environnement de leurs habitudes de consommation; confusion à propos de l'écoétiquetage; difficulté à financer les petites entreprises dans ce domaine; compréhension insuffisante à propos de la meilleure façon d'utiliser des approches axées sur les mécanismes du marché pour favoriser la protection de l'environnement, ainsi que la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité; manque de soutien aux efforts de coopération visant à multiplier ce type de programmes (p. ex., en ce qui concerne les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, le café d'ombre et la récolte de palmiers selon des

pratiques durables). La CCE cherche également à établir des liens entre un nombre croissant de fournisseurs et de consommateurs de produits et services écologiques en Amérique du Nord.

Rapports et publications de la CCE

16. Identifying Environmentally Preferable Uses for Biomass Resources; Stage 2 Report: Life-Cycle GHG Emission Reduction Benefits of Selected Feedstock-to-Product Threads.

Martin Tampier, Doug Smith, Eric Bibeau, Paul A. Beauchemin, EnviroChem Services Inc. janvier, 2005.

http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=1557

En anglais seulement

15. Étude sur le commerce des biens et services environnementaux dans la région de l'ALÉNA. Environmental Business International Inc, CCE. décembre, 2004.

http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=1592

Disponible également en anglais et espagnol

La CCE réalise des travaux d'orientation et de recherche sur les biens et services environnementaux (BSE) dans le cadre de onze activités. L'une d'entre elle consiste en la « détermination des changements ou tendances touchant le commerce des biens et services environnementaux dans les pays signataires de l'ALÉNA ». Étant donné qu'on n'a pas quantifié de façon définitive le commerce des BSE et que des codes uniformes pouvant permettre la production constante de statistiques sur ce commerce par les gouvernements n'ont pas été établis ou ne sont pas largement utilisés pour la classification des activités économiques, la CCE a commandé, en 2003, l'étude visée par le présent rapport afin d'obtenir une classification des activités économiques de l'industrie de l'environnement et une quantification du commerce des BSE dans la région de l'ALÉNA. Nous présentons, d'abord les faits saillants et les tables qui illustrent le commerce des BSE; ensuite, une analyse des nouvelles tendances et perspectives d'avenir du commerce environnemental. On trouve en annexe de plus amples détails sur les secteurs industriels visés ainsi que des exemples de leurs clients.

14. Les initiatives nord-américaines et internationales de quantification des réductions d'émissions imputables aux sources d'électricité renouvelables : Aperçu des faits récents pertinents pour le Groupe de travail de la CCE. Martin Tampier, Envirochem Services Inc. novembre, 2004

http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=1722

Disponible également en anglais et espagnol

Le Groupe de travail de la CCE sur la quantification des avantages environnementaux de la production d'énergie renouvelable s'est réuni à Washington (D.C.) à la fin de septembre 2004. Depuis sa réunion précédente, en juillet 2003, de nombreuses initiatives avaient été amorcées ou étaient devenues pertinentes par rapport aux activités du Groupe de travail. Le présent document donne un aperçu de ces initiatives et en décrit les incidences possibles sur la démarche du Groupe de travail, en prévision de l'atelier qui aura lieu en novembre 2004. Avant l'atelier de 2003, un premier document de référence avait été établi par Synapse Energy Economics Inc., le Centre Hélios et le groupe Energy Matters. On y décrivait trois grandes méthodologies qui permettent de quantifier les réductions d'émissions imputables à l'intégration au réseau électrique de centrales fonctionnant à partir de sources renouvelables :

1. La moyenne du réseau (grid average). Selon cette méthode, on utilise comme niveau de référence les émissions moyennes par MWh de l'ensemble d'un réseau national ou régional pour calculer les réductions d'émissions occasionnées par les sources renouvelables.
2. La marge opérationnelle (operationg margin). Dans ce cas, le calcul est basé sur les émissions de l'unité de production marginale, dont l'électricité est remplacée par celle produite par une source renouvelable. Cette unité de production marginale est la dernière centrale qui vient se joindre au réseau aux moments où la demande d'électricité s'accroît. Des centrales différentes peuvent être marginales à diverses heures de la journée ou époques de l'année. Cette méthode nécessite une modélisation plus complexe, car il faut déterminer quelle installation est marginale à quel moment (en général, l'unité marginale est la centrale la plus coûteuse à laquelle on doit faire appel pour répondre à la demande). Lors de l'atelier de 2003, on a signalé que les renseignements de cette nature ne sont pas toujours disponibles; par exemple, en Alberta (Canada), l'information sur les périodes où les unités de production sont en activité n'est pas publique.
3. La marge récemment construite (build margin). Selon cette méthode, on calcule les réductions d'émissions imputables aux sources renouvelables d'après les émissions que ces sources permettraient d'éviter en venant se substituer à des centrales dont la construction est prévue. Souvent, les centrales ainsi remplacées sont des installations fonctionnant au gaz naturel, mais elles peuvent aussi représenter une combinaison de sources de production, par exemple des centrales au charbon, des centrales nucléaires et des grands projets hydroélectriques.

Dans ce premier document de référence, on analysait également plusieurs initiatives et programmes nationaux et l'on décrivait les méthodologies appliquées pour quantifier les réductions d'émissions imputables à l'intégration de sources renouvelables au réseau électrique. On y constatait que les approches adoptées sont multiples. La plupart des méthodologies canadiennes sont basées sur les émissions moyennes du réseau; au Mexique, on préfère la moyenne des émissions des sources thermiques (c'est-à-dire uniquement les émissions des centrales à combustibles fossiles), tandis que les États-Unis privilégient l'approche de la répartition marginale, basée sur des modèles de répartition. On y recommandait l'application de la méthode de la répartition marginale comme étant la plus appropriée pour la quantification des réductions d'émissions associées aux sources renouvelables.

Le présent document poursuit l'analyse des constatations faites dans ce premier document de référence et les situe dans un contexte international, tout en mettant à jour l'information fournie sur les initiatives nationales. Nous y examinons les initiatives en cours qui ont des liens avec les activités du Groupe de travail de la CCE et nous formulons des recommandations sur les travaux futurs d'élaboration d'une méthodologie de quantification commune pour l'Amérique du Nord. Nos recommandations se fondent sur une comparaison et une évaluation des tendances actuelles, de même que sur des renseignements obtenus lors d'entrevues téléphoniques avec une douzaine d'experts internationaux de premier plan dans le domaine des méthodologies.

13. Étude portant sur les habitudes de consommation de produits de la viande des Nord-Américains. CROP Inc. mai, 2004.

http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=1701

Disponible également en anglais et espagnol

Questionnaire : http://www.cec.org/files/PDF/ECONOMY/Survey-Meat-Product-Consumption-Habits_fr.pdf Aussi disponible en anglais et espagnol

Cette étude fait partie des travaux que mène régulièrement la CCE à propos du nouveau marché nord-américain des biens et services environnementaux (BSE) et d'une étude de marché ciblée portant sur les intérêts des consommateurs pour certains BSE et sur leur volonté de payer pour ces

BSE. Elle s'inscrit dans le cadre du programme de conservation de la biodiversité des prairies. Selon les résultats d'études menées dans les trois pays, il semble que les Canadiens et les Américains sachent très bien qu'on peut consommer de la viande de bison, mais que ce ne soit pas le cas des Mexicains (90, 64 et 6 % des répondants, respectivement). Parmi les personnes connaissant l'existence de cette viande, 31 %, 25 % et 6 % en consomment (respectivement). Les résidents des trois pays sont nombreux à s'intéresser à la viande provenant d'animaux d'embouche, notamment le bœuf — dont ils connaissent les avantages d'un point de vue écologique : 78 % au Canada, 71 % aux États-Unis et 85 % au Mexique. Les études relatives à l'intérêt des consommateurs pour les « viandes de spécialité » sont elles aussi encourageantes. Le développement du marché de la viande de bisons d'embouche pourrait donc constituer un mécanisme utile à la protection de ces régions fragiles d'un point de vue écologique.

12. Étude sur le commerce des produits et services à privilégier d'un point de vue écologique dans la région de l'ALÉNA. Environmental Business International, Inc., CCE. 2004. http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=1592
Disponible également en anglais et espagnol

Étant donné qu'il est impossible de quantifier de façon précise le commerce des biens et services environnementaux (BSE), et qu'il n'existe aucun code utilisé de façon systématique ou uniforme dans l'industrie susceptible de générer des statistiques gouvernementales régulières sur le commerce des BSE, la CCE a commandé cette étude afin de pouvoir établir une classification et une quantification du commerce des BSE dans les pays signataires de l'ALÉNA. Ce document définit les changements/tendances qui marquent le commerce des BSE entre les pays signataires de l'ALÉNA. Les chiffres relatifs à ce commerce en Amérique du Nord, et au sein de chacun des trois pays, sont présentés pour l'année 2001 par type de BSE, à l'aide des définitions établies par l'OCDE.

11. Defining Environmental Goods and Services and their Trade and Sustainable Development Implications: a Case Study of Mexico (Définir les biens et services environnementaux et leurs implications au niveau du développement durable : le cas du Mexique). Enrique Lendo, CCE et ICTSD. juillet, 2004.
Disponible sur demande

Cette étude évalue les effets potentiels de la libéralisation du commerce des BSE sur les objectifs et stratégies du Mexique en matière de développement durable. Elle analyse les modèles de développement durable qu'a mis en place le Mexique au cours des trente dernières années, le débat actuel relatif à la libéralisation du secteur des BSE et de ses répercussions sur le Mexique, la structure du marché mexicain des BSE et les mouvements sur ce marché, ainsi que la possibilité pour le Mexique d'exporter certains produits écologiques. Enfin, l'auteur propose et met en œuvre une méthode d'évaluation des effets durables en utilisant deux définitions/approches de classification. Les résultats obtenus fournissent des données permettant d'appuyer les décisions du Mexique dans le domaine des PSE, dans le cadre des actuelles négociations de l'OMC et d'autres tribunes.

10. Le paiement pour les services environnementaux : étude et évaluation des systèmes actuels. K. Mayrand et M. Paquin, CCE. septembre, 2004.
http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=1697
Disponible également en anglais et espagnol

Le paiement pour les services environnementaux (PSE) est une initiative qui vise à atténuer les externalités grâce au transfert de ressources financières — des bénéficiaires de certains services environnementaux à ceux qui fournissent ces services, ou en sont les fiduciaires. En grande partie grâce aux systèmes de PSE mis en place ces dix dernières années, des marchés se développent dans des domaines comme la gestion des bassins hydrographiques ou de la biodiversité, la séquestration du carbone et la préservation de la beauté des paysages. Étant donné que la plupart de ces initiatives sont relativement récentes, il est trop tôt pour juger de leur succès. Les auteurs examinent les divers systèmes qui ont fait leur apparition et tirent des conclusions préliminaires à propos de l'établissement de possibles pratiques exemplaires, et des domaines dans lesquels les PSE peuvent constituer l'outil le plus efficace pour favoriser la protection de l'environnement.

9. Inventaire des organisations chargées de mettre en œuvre des systèmes de PSE. K. Mayrand et M. Paquin, CCE. septembre, 2004.

Disponible sur demande

Pour compléter l'étude relative aux PSE, voici une liste de 24 organisations internationales — principalement installées dans les Amériques — qui s'intéressent d'une manière ou d'une autre aux liens entre commerce et environnement. Le nom de chaque organisation est suivi de son adresse, des noms des personnes-ressources et de ses principales activités. Cet inventaire peut aider ceux qui commencent à travailler dans ce domaine à établir des synergies et des partenariats constructifs.

8. Survey on Environmental Labeling, Certification and Selected Mutual Recognition Initiatives in Mexico (Sondage sur l'étiquetage environnemental, la certification et les initiatives en matière de la reconnaissance mutuelle sélective). E. Lendo, CCE. mars, 2004.

Disponible sur demande

Cette étude illustre et décrit les expériences menées par le Mexique dans le domaine de la certification et de l'étiquetage des produits et services écologiques. C'est dans les années 1990 que les autorités ont été poussées à prendre ce type de mesures — à un point tournant pour l'économie mexicaine. En 1991, « l'affaire des dauphins et de la pêche au thon » a établi un précédent dans le cadre de l'analyse des liens entre commerce et environnement sur la scène internationale. Depuis, le Mexique a multiplié ses échanges commerciaux mais est parallèlement devenu un protecteur plus assidu de l'environnement. On a donc commencé à établir des normes claires et généralisées pour l'enregistrement, la réglementation et la promotion des produits et services écologiques, dans le but de favoriser le développement durable. Les cinq programmes de certification environnementale/axés sur la responsabilité sociale dont le secteur privé mexicain fait la promotion sont : ISO 14000, l'initiative GEMI, un programme axé sur une protection responsable de l'environnement, le sceau remis aux entreprises « socialement responsables », supervisé par le centre mexicain de philanthropie, et la Médaille d'or décernée par le World Environment Center. La FIDE (société de fiducie mexicaine chargée des économies d'énergie électrique) fait la promotion de l'efficacité énergétique. Par ailleurs, la certification par des organisations internationales (comme le Codex Alimentarius, l'Organisation internationale de normalisation et Organic Crop Improvement Association International) facilitent la surveillance des normes et de la qualité des produits et services écologiques .

7. Base de données nord-américaines sur les énergies renouvelables. Partrick Henn, Helios Centre. novembre, 2003.

http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=1482

Disponible également en anglais et espagnol

La base de données nord-américaines sur les énergies renouvelables contient des informations sommaires aux niveaux provincial, étatique et territorial, ventilées selon la source d'énergie et la technologie utilisée, ainsi que selon l'étape de développement.

6. Greening Trade in North America: the NAFTA Side Agreement Work. Chantal Line Carpentier, communication présentée lors de la onzième conférence internationale du Greening of Industry Network intitulée *Innovating for Sustainability*, San Francisco, du 12 au 15 octobre 2003. Disponible sur demande

Dans cette communication, M^{me} Carpentier fait le point à propos des éléments recueillis à ce jour qui appuient ou réfutent les diverses hypothèses qu'utilise la CCE pour évaluer les effets de l'ALÉNA sur l'environnement. La CCE a recueilli un volume considérable de données à propos des effets du commerce sur l'environnement, en particulier de la différence entre pays développés et pays en développement. Après avoir passé neuf ans à établir un cadre d'évaluation des effets de la libéralisation des échanges et de mesure des effets de l'ALÉNA en Amérique du Nord, la CCE n'en est encore qu'aux toutes premières étapes de son analyse (dans la plupart des cas). Toutefois, il est clair que ni les avertissements à propos d'effets néfastes pour l'environnement ni les espoirs à propos d'une amélioration directe de la performance environnementale (générée par une augmentation des revenus) ne se sont atténués. En général, on constate de plus en plus souvent qu'en raison de la libéralisation des échanges, le commerce est à la fois nécessaire à l'amélioration de l'état de l'environnement et du contexte social, et insuffisant à ce chapitre. À partir des données issues des deux premiers symposiums de la CCE, la principale conclusion qu'on peut tirer est la suivante : ce sont les politiques appropriées qui font la différence.

5. The Environmental Goods and Services Sector in Mexico: Framework, selected examples and elements for their future development through trade policy (Le secteur des biens et services environnementaux au Mexique : Cadre d'analyse, exemples particuliers, et éléments de discussion sur leur progression par la politique de l'échange commerciale). Carlos Muñoz Villarreal, CCE et OCDE. mars, 2003.

Disponible sur demande

Le Mexique doit relever de nombreux défis au chapitre de l'environnement, qui justifient largement le développement de BSE : pénuries d'eau, pollution de l'air et de l'eau, gestion des déchets, disparition de la biodiversité, et augmentation des besoins énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre. Tout marché créé en raison du développement de ces produits devrait respecter les priorités et les objectifs établis par la politique environnementale du Mexique. Il existe déjà de nombreux règlements au Mexique, malgré certains problèmes associés à leur mise en application. Pour faire des progrès, il faut absolument mener des activités axées sur la gestion de l'environnement et l'application de la loi.

Le marché dépend de quatre facteurs principaux : les effets sur l'environnement, la réglementation environnementale, le cadre institutionnel et, dans une moindre mesure, les pressions sociales et la capacité à demeurer concurrentiel, en particulier pour le secteur des exportations.

Dans ce document, l'auteur décrit de façon générale les facteurs liés à l'offre dans le secteur des BSE, en prenant pour exemple principal le traitement des eaux usées. Du point de vue de la protection de l'environnement, la nature ouverte du marché des BSE peut présenter plusieurs avantages : amélioration de l'infrastructure destinée à compléter les capacités locales;

renforcement des capacités de surveillance et de gestion de l'environnement; réduction possible des prix relatifs des BSE, imputable à une concurrence plus vive entre fournisseurs; meilleur approvisionnement en produits et services appartenant au groupe des technologies et des produits « propres »; incitatifs additionnels pour la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles (par exemple, activités liées à l'écotourisme).

Il est particulièrement important de noter l'existence, au Mexique, d'une synergie entre les services écologiques et les possibilités économiques que crée le commerce international des BSE. La coopération de ce type serait bénéfique sur les deux plans.

4. The North American Market for Organic Agricultural Products (Le marché nord-américain des produits agricoles organiques). Suzanne Wisniewski, CCE. 2000.

Disponibles sur demande

L'auteure de ce rapport étudie le marché des produits biologiques en Amérique du Nord, en mettant l'accent sur le café (biologique, mais aussi le café équitable et le café d'ombre), cultivé « selon des pratiques durables ».

L'intérêt pour le café biologique, le café équitable et le café d'ombre a progressé en raison de l'importance croissante qu'accorde le public nord-américain aux produits récoltés selon des pratiques durables, respectueuses de l'environnement et socialement responsables. Afin de créer un véritable marché pour ce type de café, il faut mettre en place un système de certification fiable. Pour ce faire, il faut répondre à certaines questions. Quelles sont les principales tendances dans le domaine des produits biologiques? Quelle est la demande actuelle et potentielle pour les produits agricoles biologiques aux États-Unis et au Canada? Quels sont les liens entre le marché des produits biologiques et la préoccupation des consommateurs pour l'environnement? Comment la compréhension du marché des aliments biologiques en général permet-elle de bien maîtriser le marché du café biologique en particulier? Le café biologique respecte-t-il les mêmes tendances que le reste des produits biologiques, ou son marché est-il différent? Quels sont les liens entre les marchés du café biologique, du café équitable et du café d'ombre?

La gamme de produits biologiques aujourd'hui offerts sur le marché s'est tellement élargie qu'il est désormais difficile aux membres de l'industrie de définir des tendances précises pour un produit donné; la plupart conviennent d'ailleurs qu'il faut faire des études plus poussées produit par produit.

Les consommateurs sont incités à acheter des aliments biologiques en raison de divers facteurs, dont les trois plus importants semblent être le goût, les bienfaits apparents pour la santé et le souci de protéger l'environnement. En général, les consommateurs de produits biologiques au Canada sont motivés par des raisons liées à la santé, tandis que c'est le souci de protéger l'environnement qui semble motiver les Américains. Aux États-Unis et au Canada, les nouveaux parents composent un des groupes démographiques qui est le plus enclin à passer aux aliments biologiques, car ils se soucient tout particulièrement de ce que mangent leurs enfants.

3. Les enseignements tirés des travaux menés par la CCE dans le domaine des produits et services écologiques. CCE. 2001.

http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=965

Disponible également en anglais et en espagnol.

Ce court document examine certaines considérations pratiques liées à l'application des lignes directrices visant les produits et services écologiques, et les enseignements que la CCE a tirés à cet égard jusqu'à maintenant.

L'enseignement principal est le suivant : les valeurs des citoyens et les habitudes de consommation sont souvent deux choses distinctes, pour de nombreuses raisons.

La CCE s'intéresse surtout à certains produits — comme les cultures d'ombre — lorsqu'elle tente de tirer des conclusions. À partir de cette approche, elle peut tirer quelques premiers enseignements et les appliquer à l'ensemble des produits.

Certains enseignements essentiels découlant des travaux de la CCE relatifs aux produits et services écologiques portent surtout sur les différences observées entre les marchés et au sein de ces marchés. Il semble que ces écarts risquent de compliquer, voire d'empêcher une évaluation rapide de certains produits ou services écologiques.

Voici les problèmes ou les domaines justifiant un examen plus détaillé qui ont été mis en lumière jusqu'à maintenant :

1. Évaluation des effets sur l'environnement et marchés des produits et services écologiques — il faut déterminer la différence en matière de performance environnementale selon qu'il s'agit d'un marché de produits et services écologiques ou d'un marché standard.
2. Mesure de l'intérêt des consommateurs pour les marchés des produits et services écologiques — parce que c'est la demande qui détermine la viabilité d'un marché.
3. Compréhension des problèmes des producteurs — parce que les petits producteurs se heurtent à des obstacles particuliers sur les gros marchés.
4. Partenariats avec les collectivités — parce que, pour être acceptés par les divers groupes culturels, la plupart (sinon la totalité) des produits et services écologiques doivent absolument plaire à la population de base.
5. Intermédiaires — personnes et sociétés qui servent d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs qui jouent un rôle important sur le plan économique et éducatif pour le développement des marchés des produits et services écologiques.
6. Transparence et outils d'information sur les marchés — parce que les programmes d'écoétiquetage et de certification sont très nombreux, ce qui peut générer une certaine confusion.
7. Financement des produits et services écologiques — initiative visant à déterminer les possibilités de financement pour l'agriculture d'ombre au Mexique.
8. Rôle des politiques gouvernementales — rôle que joue le gouvernement en établissant des priorités en matière de produits et services écologiques et en achetant lui-même certains de ces produits et services.

2. Pour des marchés verts – Étiquetage, certification et acquisition écologiques au Canada, au Mexique et aux États-Unis. CCE. 1999.

http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=255

Disponible également en anglais et en espagnol

Ce rapport donne un aperçu de plusieurs programmes clés au Canada, au Mexique et aux États-Unis, qui visent à reconnaître et à promouvoir les caractéristiques ou les attributs écologiques de certains produits et services. Il fait la synthèse de trois rapports distincts préparés par trois cabinets de consultants au Canada, au Mexique et aux États-Unis à propos de l'étiquetage, de la certification et de l'acquisition écologiques. Compte tenu de la vaste portée des programmes publics et privés déjà existants dans les trois pays signataires de l'ALÉNA, ce rapport ne se veut pas exhaustif, mais cherche à décrire les principaux programmes. Les auteurs précisent d'ailleurs qu'il est impossible de passer en revue tous les programmes existants dans les trois pays, en grande partie parce que les politiques environnementales et les marchés de PSE évoluent très rapidement. Voici les points saillants du rapport : il existe au moins 25 programmes d'écoétiquetage importants aux États-Unis. Ils visent 156 catégories de produits et approximativement 310 produits. Bien que la diversité du choix — surtout en ce qui concerne les politiques publiques — soit une bonne chose, la situation actuelle en matière d'écoétiquetage peut entraîner une certaine confusion chez les consommateurs et empêcher une ou deux étiquettes de s'approprier un créneau majeur sur le marché. Aux États-Unis, on observe une tendance à la multiplication des étiquettes à l'intérieur de différentes catégories de produits, ce qui risque de générer des résultats quelque peu décevants pour les programmes d'étiquetage dans ce pays. Par ailleurs, en raison de la diversité des programmes d'étiquetage, il est difficile de faire une estimation globale des dépenses totales consacrées actuellement à l'écoétiquetage aux États-Unis.

1. Évaluation des débouchés latino-américains pour les produits et services environnementaux nord-américains. ESSA Technologies Ltd., The GLOBE Foundation of Canada, SAIC de México S.A. de C.V., CG/LA Infrastructure. juillet, 1996.

http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=français&ID=291

Disponible également en anglais et en espagnol

Les auteurs de ce rapport analysent les marchés cibles d'Amérique latine, examinent la réforme de la réglementation environnementale entreprise dans les pays ciblés et les conditions du marché dans les sous-secteurs ciblés, définissent les possibilités de mettre en œuvre certains projets, et analysent les points forts des exportations nord-américaines, ainsi que l'avantage comparatif dont bénéficient les signataires de l'ALÉNA par rapport aux pays d'Amérique latine. Ils évaluent par ailleurs les stratégies d'accès aux marchés, fournissent des données sur les sources de financement et dressent la liste des projets en cours et à l'étude dans l'ensemble de la région. Ce rapport fournit des renseignements essentiels sur ce qui permet à des partenariats multinationaux et nord-américains de réussir dans ce domaine, et précise quels sont les marchés en expansion. Les auteurs expliquent également dans quels secteurs le Mexique a réussi à mettre au point des technologies propres et à adapter à son propre marché des technologies éprouvées d'origine américaine et canadienne. Ils précisent enfin comment ces technologies, ainsi que d'autres technologies, pourraient donner lieu à la création de nouveaux marchés ayant des besoins comparables.

Vous trouverez une liste complète des publications de la CCE en ligne, à l'adresse :

http://www.cec.org/pubs_info_resources/index.cfm?varlan=français

Si vous avez besoin de renseignements complémentaires sur les travaux de la CCE à propos du commerce des PSE, des achats écologiques, du café d'ombre, de la récolte de palmiers selon des pratiques durables ou des énergies renouvelables, veuillez communiquer avec :

[<info@cec.org>](mailto:info@cec.org).